

Le Brésil et ses forces armées face au défi politique de l'autonomie stratégique

Claire Champenois | 18 février 2026 | ARTICLES | 



Le Brésil est-il un colosse géographique et géopolitique aux pieds « armés » d'argile ? Alors que le président actuel de la République fédérative du Brésil, Luis Ignacio Lula Da Silva, mène son troisième mandat au palais du Planalto depuis 2023, avec l'intention d'en briguer un quatrième en 2026, il semble faire de la politique de défense brésilienne un outil et un thermostat de la grandeur de son pays, [animé par l'ambition de doter ce dernier d'une autonomie stratégique de défense](#). Le paradoxe brésilien consistant à être un grand pays à la recherche de sa « grandeur » justifie et motive ses ambitions. Le projet politique porté par Lula depuis son premier mandat en 2003 a pâti de la baisse des ambitions en matière de défense au cours des mandats de Dilma Rousseff, Michel Temer et Jair Bolsonaro.

L'autonomie stratégique semble avant tout être un objectif politique pour le Brésil, plutôt qu'une réponse à une menace extérieure justifiant la nécessité de formaliser une stratégie militaire de « réaction immédiate ». Première puissance régionale sud-américaine, le Brésil s'inscrit, au même titre que ses voisins régionaux (Chili, Argentine, Colombie, Pérou, etc.), dans un « territoire de paix » au sens clausewitzien, dont la préservation représente une nécessité. En effet, les menaces auxquelles le Brésil fait face sont concentrées sur le territoire national (criminalité transnationale organisée, orpaillage illégal, pêche illégale non déclarée et non réglementée, etc.) plutôt qu'extérieures (risque d'invasion, conflit ouvert interétatique). [L'accroissement des tensions dans les Caraïbes depuis le mois d'août 2025](#), le conflit en Essequibo, [la compétition stratégique renouvelée pour les ressources et le contrôle des infrastructures critiques](#), mais aussi l'[avènement des menaces hybrides](#) peuvent légitimement interroger le monde de la recherche sur la préservation de ce qualificatif attribué à la région. Lula s'est d'ailleurs exprimé en réaction à l'opération militaire américaine « Absolute Resolve » au Venezuela, affirmant vouloir « [préserver la stabilité et la paix en Amérique latine](#) ».

Le projet politique que porte Lula s'impose au ministère de la Défense, pourtant confronté à des freins budgétaires internes et organiques, ainsi qu'au choix de partenaires qui accompagneront ce projet. Ce ministère renvoie actuellement une image de fragilité, alors qu'il tente d'essayer les déboires de l'ex-président Jair Bolsonaro et de ses partisans ayant orchestré le coup d'État

du 8 janvier 2023. Le Brésil doit aussi composer avec une recrudescence des menaces frontalières au nord de son territoire, en Essequibo, ainsi qu'au Venezuela, à la suite de l'opération étatsunienne « Absolute Resolve ». Ses priorités sont désormais la préservation de sa souveraineté et la protection de sa frontière septentrionale.

En somme, le projet politique porté par le gouvernement brésilien semble être une condition majeure pour que le Brésil parle d'une voix forte à l'international, empruntant la voie privilégiée pour renforcer son autorité diplomatique, son influence extérieure et la crédibilité de sa diplomatie de défense : l'autonomie stratégique. Le Brésil entretient une tradition diplomatique de non-ingérence, de coopération régionale et de recherche de stabilité. L'élection de Lula en 2022 a réactivé les ambitions brésiliennes d'occuper un rôle de premier plan en matière d'enjeux globaux (énergies, protection des espaces communs, climat), de redéfinition de sa politique étrangère et d'une position assumée de « non-alignement actif » qui montre néanmoins plusieurs orientations diverses, justifiées par des choix affinitaires et de conviction.

L'autonomie stratégique est entendue comme l'indépendance et la souveraineté de l'outil de défense d'un pays, adossées à une liberté de décision et de doctrine. Elle s'articule avec une volonté d'exclure toute dépendance vis-à-vis d'un pays ou d'une organisation tierce. Le Brésil poursuit cet objectif depuis plusieurs années, qui s'est concrétisé au cours des derniers mandats de Lula. Cependant, la recherche de cette autonomie peut entraîner certains paradoxes : dépendance technologique à l'égard de l'Occident (France, États-Unis, Suède, etc.), contraintes budgétaires internes ou tensions entre la rhétorique de l'indépendance et la réalité des coopérations asymétriques avec des partenaires.

Ce papier propose d'apporter une vision globale des priorités de défense brésiliennes face aux ambitions et aux freins politiques, budgétaires et sécuritaires, tout en ayant pour objectif d'interroger la viabilité du projet d'autonomie stratégique à la brésilienne, dans un contexte post-élection 2026.

Une diplomatie de conciliation au service du politique – l'Itamaraty

Puissance polymorphe mondiale (17^e puissance militaire, 8^e économie, géant géographique doté d'un espace maritime de 4,4 millions de km² depuis l'extension de son plateau continental en 2006), le Brésil s'exprime sur la scène internationale en phase avec son rôle de leader latino-américain du « Sud global », positionné à équidistance des puissances étrangères, conformément à la doctrine du « non-alignement actif ». Cette dernière vise à adopter une position indépendante et autonome dans les relations internationales et a notamment pour objectif de ne pas prendre parti dans les rivalités internationales existantes, comme, par exemple, entre la Chine et les États-Unis, sans que cela soit forcément appréhendé comme une politique de neutralité. Cette doctrine permet aujourd'hui au Brésil de se détacher d'une logique de « blocs » et de promouvoir la multipolarité et la coopération Sud-Sud. Elle tend aussi à le pousser dans les bras de certains pays qui forment les BRICS et pèsent fortement dans l'équilibre des rapports de force mondiaux, à l'image de la Russie ou de l'Inde.

Jusqu'à l'opération « Absolute Resolve », l'Amérique latine était sans conteste caractérisée comme un territoire de paix en raison de l'absence de conflits interétatiques ouverts. La région est cependant meurtrie par une violence intra-étatique forte et létale, portée par des dynamiques transversales et internationales, à l'image de la criminalité transnationale organisée, des trafics illicites ou encore de l'exploitation illégale des ressources. Dans cet ensemble hétéroclite, Brasília est engagée sur des dossiers normatifs de défense stratégique qui permettent de réaffirmer le caractère pacifiste de l'Amérique latine. Le Brésil est partie au traité de Tlatelolco (signé en 1967 et ratifié en 1968), qui interdit à tout pays latino-américain de détenir l'arme atomique. Il a également ratifié le Traité de non-prolifération (TNP) en 1998, signé par le gouvernement centriste de Fernando Henrique Cardoso, axé sur le consensus de Washington.

Le Brésil est aussi associé à l'Argentine, autour de l'Agence brasil-argentine de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires (ABACC), qui promeut une coopération pacifique dans le domaine nucléaire et garantit l'utilisation exclusive de cette énergie à des fins pacifiques dans les deux pays. Créée en 1991, l'ABACC est remise en cause par certains États détenteurs de l'arme atomique, comme la France – qui pointe du doigt le « doublon » avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Lula cultive ainsi l'ambiguïté, refusant régulièrement de signer les protocoles additionnels au TNP qui autorisent des visites renforcées des sites nucléaires par l'AIEA, le tout dans le contexte actuel d'une nouvelle course aux armements.

Au Brésil, le palais d'Itamaraty (siège du ministère des Relations extérieures) est la maison de la conciliation, au sein de laquelle le Brésil s'entoure de multiples partenaires, conformément à sa doctrine du « non-alignement actif ». Dans le domaine économique, des liens importants se sont tissés avec plusieurs États comme les États-Unis (deuxième partenaire commercial), la Russie (la production agricole représente ¼ de produit intérieur brut brésilien et rend le pays très dépendant des engrais russes) ou encore la Chine (premier partenaire commercial). En 2024, Pékin absorbait 28 % des exportations brésiliennes, bien que le Brésil n'ait pas adhéré à l'initiative Belt and Road. La visite de Lula en Russie en mai 2025 a mis en exergue la signature de plusieurs documents de coopération avec Moscou, cristallisant le mécontentement d'une partie de l'opinion publique brésilienne

et de l'opposition, qui l'accusent de soutenir la Russie. Le président brésilien s'est aussi rendu le même mois à Pékin pour le sommet entre la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) et la Chine. Ces deux visites ont illustré la capacité du Brésil à renforcer ses liens avec ses partenaires des BRICS, en amont du sommet dédié organisé à Rio de Janeiro les 6 et 7 juillet 2025.

Quant à l'Inde, également membre des BRICS, elle représente aujourd'hui pour le Brésil un partenaire du « Sud », mais aussi un interlocuteur privilégié dans le domaine de l'armement (détentrice de sous-marins d'attaque de classe Scorpène produits par Naval Group) et de la technologie (Delhi est détenteur de savoir-faire et de matériels clés). Par ailleurs, en parallèle, le Brésil a historiquement noué des liens forts avec ses voisins latino-américains, ses partenaires des Suds et les pays européens, dans des domaines spécifiques. En réalité, le « non-alignement actif » dont se réclame Brasília n'est pas toujours criant et conduit le pays à quelques contradictions.

Ainsi, l'appareil diplomatique brésilien critique régulièrement l'ordre international qu'il juge gouverné par un petit nombre, excluant la représentation des États des Suds, tout en voulant en faire partie, comme lorsqu'il cherche à obtenir une place au Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU).

Si la diplomatie brésilienne est avant tout axée sur une diplomatie de conciliation et de dialogue avec de multiples États, l'appareil capacitaire de défense brésilien est, lui, avant tout occidental, répondant aux ambitions politiques, aux besoins technologiques du pays, mais aussi à l'interopérabilité avec les matériels occidentaux. Ainsi, dans la vision du gouvernement brésilien actuel, l'autonomie stratégique semble être à la fois un critère de puissance (au niveau régional comme international) et un instrument de dissuasion face à la volatilité des équilibres géopolitiques mondiaux.

Une politique au service de ses ambitions et qui appelle une réponse exigeante de l'appareil militaire

Au Brésil, la défense répond, depuis la construction de l'État-nation, aux priorités dictées par le politique. La construction de l'institution militaire a émergé et s'est professionnalisée autour de conflits régionaux. Fondées en 1775, les forces armées brésiliennes sont intervenues dans de nombreux conflits dont l'un d'entre eux reste majeur et déterminant : la guerre de la Triple-Alliance – dite « *guerra do Paraguay* » au Brésil (1864-1870). Cette guerre a permis au pays de consolider son armée et de moderniser ses techniques et ses équipements, en parallèle de débats moraux importants à l'époque pour le pays, comme celui concernant l'esclavage, qui a finalement été aboli en 1888.

Plus tard, la présence de l'armée brésilienne au sein des forces de pacification au cours des gouvernements consécutifs dirigés par Lula a été symbolique. Le ministre de la Défense actuel, José Mucio, nommé le 1^{er} janvier 2023, est une figure consensuelle qui a été choisi pour apaiser les tensions entre les pans de l'institution militaire bolsonaristes et le gouvernement Lula III, et plus généralement, les relations politico-militaires. La tentative de coup d'État du 8 janvier 2023 par Jair Bolsonaro et certains généraux des forces armées brésiliennes a confirmé que les logiques de l'institution militaire et celles du politique ne coïncident pas toujours. Ex-président controversé, Bolsonaro était très isolé sur la scène internationale et sa popularité s'est éteinte le 11 septembre 2025, avec sa condamnation par la justice brésilienne à 27 ans de prison.

Comme beaucoup de pays d'Amérique latine dans les années 1960, le Brésil a connu une dictature militaire, après le coup d'État du 31 mars 1964 mené par le maréchal Branco, qui renversa la Quatrième République (ou République neuve). Régime autoritaire, la dictature militaire brésilienne est érigée autour d'une pensée conservatrice et anticommuniste qui traverse nombre de courants de l'époque, et se place sous le joug des Américains, qui forment les militaires brésiliens à la guerre contre-insurrectionnelle. Contrairement à ce qui se passe chez ses voisins du cône sud-américain, une loi d'amnistie est votée au Brésil en 1979, témoignant d'un pacte tacite entre l'institution militaire et le pouvoir civil, qui couvre les événements survenus pendant la dictature militaire (1964-1985).

Après l'établissement d'une nouvelle constitution en 1988, le ministère de la Défense est créé en 1989. Les années 1995-2002 voient s'affaiblir la base industrielle technologique et de défense (BITD) héritée des années 1980. Le pacte civilo-militaire est ébranlé en 2009, lorsque Lula annonce vouloir créer une « Commission vérité » sur les crimes commis pendant la dictature, s'attirant les foudres de certains militaires, qui ont automatiquement posé leur veto. En parallèle, dès le début du premier mandat de Lula, dans une période de construction d'un nouvel ordre politique, le Brésil a cherché à privilégier des positions anti-hégémoniques et multipolaires, ainsi qu'à structurer son leadership en Amérique latine.

Redynamisées dans les années 2010, les priorités de défense brésiliennes sont aujourd'hui orientées vers la consolidation et la promotion de sa BITD, la modernisation de son outil de défense existant face à l'obsolescence de ses matériels et le soutien à l'export (notamment l'entreprise Embraer et la nouvelle base navale de Itaguaí où sont construits les sous-marins Scorpène), afin de devenir un pôle de construction de référence en Amérique latine. Le programme franco-brésilien PROSUB (Submarine

Development Program) signé en 2008, qui a pour ambition de développer quatre sous-marins conventionnels et un sous-marin à propulsion nucléaire, s'inscrit dans cette dynamique globale, qui comprend des transferts de compétences et de technologie.

Enfin, la sécurisation du *présal* (« pré-sel »), zone de réserves pétrolières stratégique située sous une couche de sel au large du pays, et la protection de ses ressources pétrolières restent des priorités pour l'État brésilien, auxquelles contribuent les moyens de la *marinha*. Le 20 octobre 2025, les autorités brésiliennes ont annoncé avoir donné [leur accord à Petrobras](#) pour l'exploitation pétrolière de la zone dite de la « marge équatoriale » (bloc 59), reprenant les forages au large de l'embouchure du fleuve Amazone, située non loin de la collectivité territoriale française de Guyane. Cette annonce a entraîné des craintes en matière environnementale et sécuritaire aux abords des futures plateformes, que tente de dissiper le « plan de contingence » prévu par le Brésil.

Le Brésil désigne plusieurs espaces prioritaires dans sa stratégie de défense, illustrés dans le [Livre blanc de la défense nationale](#) paru en 2024 : « La priorité est l'Amérique du Sud et la manière dont le rôle du Brésil dans son processus d'intégration régionale est perçu. La deuxième priorité est l'Amazonie, considérée comme la principale vulnérabilité stratégique nationale du pays. La troisième est l'Atlantique sud ou l'Amazonie bleue, le plus récent territoire juridictionnel brésilien (4,5 millions de km²). »

Les armées brésiliennes identifient le territoire national et l'Atlantique sud comme des zones d'intérêt. Brasília bénéficie de bonnes relations diplomatiques avec les pays du golfe de Guinée – facilitées par le partage de la langue portugaise –, qui s'étendent aux questions de défense. Une frégate de la *marinha* déployée quelques mois par an dans [l'opération GUINEX](#) depuis 2021 démontre la capacité de projection du Brésil au-delà de sa zone économique exclusive (ZEE), mais aussi son intérêt stratégique pour la contribution à la sécurité régionale dans le golfe de Guinée. Sa projection à l'international se concrétise également par sa contribution en troupes aux opérations de maintien de la paix, comme à Haïti entre 2004 et 2017.

Aujourd'hui, Brasília diversifie ses partenaires, notamment dans les domaines capacitaire et opérationnel. Si ses relations diplomatiques sont fortes avec ses partenaires des BRICS, les équipements de défense acquis par le Brésil sont, eux, historiquement occidentaux. Alors que la décennie 2000 a été marquée par une forte empreinte française dans les choix capacitaires du Brésil, les années 2010 n'ont pas tant bénéficié aux industriels de défense français, même si les orientations sont restées occidentales. L'achat des Gripen suédois de SAAB en 2014 à la place des Rafale peut s'expliquer, entre autres, par une raison géopolitique : la Suède adoptait à ce moment une posture de « neutralité » vis-à-vis de Moscou – condition qui a changé depuis l'invasion russe de l'Ukraine à grande échelle. Aujourd'hui, le lobby brésilien de soutien au Gripen en Amérique latine met en difficulté les industries françaises d'aviation militaire en Amérique latine dans la région (Colombie, Pérou). Cette recherche d'interopérabilité occidentale a toujours été perçue, pour le Brésil, comme prioritaire et engage les partenaires européens et américains à bâtir des relations de défense bilatérales robustes. En somme, ce clivage entre les aspirations multipolaires (BRICS, Suds) des gouvernements Lula et Rousseff et les choix d'investissements capacitaires qui continuent à être occidentaux montre la dualité des positions politiques brésiliennes, qui tentent difficilement de tracer un sillon singulier, même si c'est au prix de quelques fragilités.

Sur le plan politique, les gouvernements Rousseff étaient issus de coalitions dominées par le Parti des travailleurs (PT). En 2016, la destitution de la présidente a constitué un fait majeur, tout autant que la violente récession de 2015 qui avait suivi sa réélection en 2014. Cette série de difficultés a rythmé le cycle politique brésilien dans les années 2010, mais ne l'a pas empêché de s'inscrire dans une continuité de programmes et de partenariats dans le domaine de la défense.

L'institution militaire brésilienne face à ses limites technologiques, budgétaires et sécuritaires

La concrétisation des priorités de défense du Brésil est freinée par une multitude d'obstacles : en premier lieu, le budget alloué à ces ambitions, des problématiques durables de sécurité intérieure, ainsi qu'un contexte politique mouvant, [qui permet d'envisager la possibilité d'un retour de la droite au pouvoir en 2026](#).

Il est estimé qu'entre [6 et 8 % du budget total alloué à la défense](#) est consacré aux investissements dans le domaine militaire, un chiffre très faible, aspiré par les soldes et pensions militaires (environ 76 % du total). Au niveau étatique, malgré des indicateurs macro-économiques encourageants depuis le début du mandat Lula III, le [déficit de la balance courante](#) continue de se creuser (hausse de 16 % sur 2024-2025). Également, la marine brésilienne est confrontée à une obsolescence avancée de ses moyens. [L'](#)ancien chef d'état-major de la marine déplorait, lors [d'une audition parlementaire](#) en 2023, la « très faible capacité de la puissance navale nationale ». Il précisait également qu'en raison du manque de budget et des obsolescences (l'âge moyen des frégates est par exemple de 40 ans), il serait nécessaire de retirer du service actif 40 % des moyens navals avant 2028.

Les problématiques de sécurité intérieure auxquelles le Brésil est confronté se conjuguent avec le maillage robuste de la criminalité organisée dans le pays autour de deux principales factions armées : le Partido primeiro comando (PPC) et le

Comando vermelho (CV), qui diversifient de plus en plus leurs activités (narcotrafic, orpaillage illégal, traite d'êtres humains, trafic d'armes, etc.). Les activités criminelles profitent, dans les États fédérés, d'une gouvernance parfois défailante et de la porosité des frontières, notamment à la triple frontière avec le Paraguay et l'Argentine. La criminalité organisée a aussi une dimension pleinement internationale, jusqu'à toucher la France. Une faction brésilienne du PCC, la Familia terror do Amapa (FTA), compte quelques membres en Guyane française.

Le trafic de drogue impliquant des criminels brésiliens touche aussi l'Europe *via* l'Afrique de l'Ouest. Si le Brésil ne produit pas de cocaïne sur son territoire, il est positionné sur les routes d'exportation vers l'Europe, ce qui en fait un pays de transit majeur, proche des centres de production andins, bénéficiant aussi du développement de ses infrastructures, notamment portuaires, comme le port de Santos, connu pour être un point majeur d'export de cocaïne d'où partent 30 % des exportations du pays. De plus, les narcotrafiquants s'orientent de plus en plus vers les ports du Nord du pays, plutôt que vers ceux du Sud, traditionnellement visés. Face à la hausse des tensions en Caraïbes et au déploiement militaire américain depuis le 14 août 2025, les routes du trafic de drogue se réorganisent et sont susceptibles de se diriger vers les côtes brésiliennes. [Enfin, le réseau fluvial « Parana-Paraguay »](#) reliant les ports de l'Est bolivien à l'embouchure du Rio de la Plata est en plein essor depuis une dizaine d'années et favorise le transport de la drogue. En plus du trafic de stupéfiants, l'orpaillage illégal est une autre menace à laquelle sont confrontées les armées brésiliennes.

Toutes ces problématiques de sécurité intérieure justifient, pour le Brésil, une remobilisation des forces armées sur le territoire national et obèrent, d'une part, leur pleine expansion hors des frontières et, d'autre part, leur concentration sur le projet d'autonomie stratégique. À l'inverse, l'usage de la force des armées sur le territoire national en appui aux forces de sécurité intérieure, ainsi que la « policiarisation du militaire », pose de véritables problèmes législatifs et d'usage de la force.

Enfin, les menaces militaires dans l'environnement proche du Brésil freinent la pleine expansion des forces armées brésiliennes à l'international, comme l'illustre le conflit à la frontière septentrionale du Brésil en Essequibo. La recrudescence des menaces depuis 2023 dans l'Ouest du territoire guyanien est le fruit de la politique vénézuélienne, qui utilise méthodiquement la technique de la réactivation d'un litige politique passé pour servir ses propres objectifs, notamment en matière d'accès aux ressources pétrolières découvertes dans cette zone en 2015. Cette menace oblige les armées brésiliennes à réorienter leurs troupes au nord de l'État du Roraima, à la frontière avec l'Essequibo, alors que les actes vénézuéliens à l'encontre du Guyana ont été réguliers entre 2023 et 2025 (échanges de tir à la frontière, [incursion dans la ZEE guyanienne le 1^{er} mars 2025](#), élection d'un gouverneur pour l'Essequiba le 25 mai 2025, augmentation des troupes sur l'île d'Ankoko). Pour envahir le Guyana, le Venezuela devrait vraisemblablement passer par le Brésil, option que ce dernier refuse catégoriquement. Enfin, face à la hausse des tensions américaines récentes en Caraïbes, à la réarticulation du dispositif militaire américain de lutte contre la drogue dès août 2025 et à l'opération « Absolute Resolve » en janvier 2026, Brasília a augmenté ses effectifs militaires dans [l'opération ATLAS dès 2025, avec des moyens plus importants que lors des éditions précédentes](#). En plus du conflit en Essequibo, le déploiement militaire américain dans les Caraïbes a changé la donne pour Brasília, qui a positionné des troupes à sa frontière avec le Venezuela dès le 4 janvier 2026.

Dans le secteur de la politique étrangère, le gouvernement américain a précisé ses objectifs pour le *western hemisphere* dans sa [National Security Strategy](#) publiée en novembre 2025. Malgré son poids régional en Amérique latine, le Brésil n'est pas différencié de ses voisins dans la stratégie américaine, qui fait de cette région une priorité. Les [impacts de cette stratégie pour le Brésil](#) sont multiples : reconfiguration de l'environnement régional en matière de sécurité sur les plans militaires, énergétiques, économiques et juridiques. Elle oblige le Brésil à prioriser son outil de défense, à approfondir l'intégration sud-américaine comme bouclier stratégique, à adopter une diplomatie « d'équilibre dynamique » et à protéger sa souveraineté sur l'Amazonie et ses ressources naturelles. Cette reconfiguration américaine de la région pourrait aussi mettre l'Itamaraty en position de faiblesse, alors que les principes de stabilité régionale que le ministère des Relations étrangères brésilien prône sont à l'opposé du corollaire de la doctrine Trump (« Donroe »). Le gouvernement Trump II a par ailleurs fortement frappé le secteur économique brésilien depuis 2025, [Brasília devant faire face à une hausse des droits de douane importante décidée par le président des États-Unis](#).

Le projet d'autonomie stratégique : interrogations doctrinales et objectifs à moyen terme

La tendance brésilienne à la diversification de ses partenaires diplomatiques dans le « Sud global » pose la question du report de cette tendance de diversification dans le secteur de la défense. Si la coopération franco-brésilienne opérationnelle, stratégique et dans le domaine capacitaire est efficiente, la France n'est pas le seul partenaire stratégique du Brésil. Cependant, quand il s'agit d'accompagner ce dernier dans l'autonomie stratégique de défense, il semble que Paris soit le seul à proposer de répondre de façon crédible à cette ambition, sans chercher de contreparties.

Cela nécessite cependant de surpasser des paradoxes inhérents à la conception brésilienne de cette « autonomie » recherchée : dépendance technologique envers l’Occident (contractualisation des dispositions de maintien en conditions opérationnelles, construction d’appareils de technologie nationale, etc.), contraintes budgétaires internes, ou encore tensions entre la rhétorique de l’indépendance et la réalité des coopérations capacitaires asymétriques.

Les polémiques au sujet de l’autonomie stratégique sont régulières, à l’échelle nationale comme régionale. Récemment, en 2025, de nombreux débats sur l’autonomie stratégique européenne ont émergé, entre deux visions qui s’opposent : celle d’un impératif objectif politique face à la vision de ceux qui la pensent comme une chimère. Si l’interdépendance a octroyé des réussites notables « à l’européenne » – à l’image du multilatéralisme –, elle peut être aussi source de vulnérabilités (faire face aux nouveaux risques dans le domaine technologique, par exemple). Le politologue brésilien Hélio Jaguaribe précise que l’autonomie a longtemps été intimement liée à des capacités de viabilité nationale et de permissivité internationale. Dans le contexte actuel d’interdépendances croissantes, les États ne peuvent se limiter à leurs seules capacités traditionnelles. La région latino-américaine est la zone du monde qui connaît le plus de flux migratoires, ainsi que les plus grands réseaux de narcotrafic. Il faut repenser la signification de l’autonomie latino-américaine, en fonction de chaque contexte, comme l’ont déjà fait les chercheurs [Esteban Actis et Bernabé Malacalza](#), qui ont évoqué une « autonomie liquide » faisant référence aux variations et à la flexibilité des pays de la région.

Bien que le président Lula souhaite se représenter pour briguer un quatrième mandat en 2026, le possible retour à droite n’est pas à exclure, conjugué à la montée d’une droite conservatrice qui pourrait réorienter les priorités stratégiques du pays ou bien instrumentaliser ce projet. Le partenariat PROSUB, signé en 2008 entre la France et le Brésil, devrait se concrétiser par la construction d’un sous-marin à propulsion nucléaire à l’horizon de 2038. L’acquisition de quatre sous-marins conventionnels et d’un autre à propulsion nucléaire se justifie vraisemblablement comme vecteur de puissance. Si les difficultés techniques et logistiques inhérentes à la construction d’un prototype à terre sont dépassées, l’autonomie stratégique brésilienne aura marqué un coup hautement symbolique. Dans ce partenariat, la France a su [proposer une approche](#) fondée sur la coproduction, le transfert de technologie [et la délocalisation de la chaîne de production et de valeur, gage d’une indépendance pour la défense brésilienne](#).

La ville d’Itaguaí fait aussi partie d’une zone historique de développement de l’industrie lourde (sidérurgie, chantiers navals, etc.) avec des centrales nucléaires très proches, comme à Angra dos Reis. Le développement de la filiale d’Helibras et sa production d’hélicoptères à Itajubá (État du Minas Gerais) favorisent aussi ce projet, actuellement en essor. La promotion de l’industrie de défense brésilienne, à la fois ses industries – Embraer ou Helibras – et ses nouveaux équipements ou infrastructures – la base navale d’Itaguaí – devrait toucher en premier lieu les partenaires régionaux du Brésil. Le projet d’autonomie stratégique de la défense brésilienne est alors bien envisagé comme un instrument politique de souveraineté et de prestige international sous les gouvernements Lula.

*

* *

Pour conclure, la pleine autonomie stratégique apparaît viable à long terme pour le Brésil, seulement si les freins budgétaires et technologiques inhérents ne s’immiscent pas trop dans ce projet étatique et politique et que la conception même d’« autonomie stratégique à la brésilienne » est articulée en dépit de ses paradoxes internes. Si la France apparaît dans cette équation comme un partenaire important du Brésil qui accompagne cette ambition, il est essentiel de saisir les dynamiques de diversification des partenaires de défense de Brasilia, conjuguées aux logiques diplomatiques brésiliennes qui répondent parfois à d’autres priorités. L’autonomie stratégique brésilienne atteindra aussi un point d’orgue lorsque Brasilia développera une industrie d’export robuste, au-delà de son environnement régional. Sa politique extérieure – notamment auprès des Suds – pourra jouer à son avantage à ce moment-là.

Crédits photo : Claire Champenois (Itaguaí, cérémonie de mise à l’eau du 4^e sous-marin du programme PROSUB, le 26 novembre 2025).

Claire Champenois

Claire Champenois (@ChampenoisClai2) est actuellement chargée de mission Amérique latine et Caraïbes à la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées depuis 2024 et, entre autres, en charge du Brésil. Diplômée d'un master en Géostratégie, défense et sécurité internationale à l'IEP d'Aix-en-Provence et en sciences humaines à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, elle s'est spécialisée sur les enjeux de défense latino-américains, bénéficiant de deux années passées en Amérique latine et de différents postes dans le domaine de la sécurité, de la diplomatie et de la défense au Mexique, en Colombie et en Bolivie.

Comment citer cette publication

Claire Champenois, « Le Brésil et ses forces armées face au défi politique de l'autonomie stratégique », *Le Rubicon*, vol. 6, 18 février 2026
[<https://lerubicon.org/le-bresil-et-ses-forces-armees-face-au-defi-politique-de-lautonomie-strategique/>].